

LE BOLCHEVIK

Supplément



Nicaragua: Le gouvernement sandiniste/bourgeois arrête des militants de gauche

Début octobre, le gouvernement sandiniste/bourgeois du Nicaragua a lancé une grande rafle contre les militants de gauche critiquant la politique pro-capitaliste du nouveau régime. Des quantités de membres du Movimiento de Accion Popular, de l'organisation syndicale du MAP, le Frente Obrero, de la Liga Marxista Revolucionaria qui se proclame trotskyste, ainsi que d'autres groupes et individus ont été arrêtés et mis en prison dans tout le pays. Les militants de gauche emprisonnés furent accusés de détention "illégal" des armes avec lesquelles ils avaient combattu contre la dictature de Somoza, de cambriolage de banques et d'attaques contre les soldats du FSLN. Beaucoup furent arrêtés sans aucune accusation formelle. Les dirigeants du FSLN jurèrent d'"écraser" les "ultra-gauches" qu'ils qualifiaient comme "La même chose que les contre-révolutionnaires".

Le Socialist Workers Party américain (SWP), qui a rempli son journal, *The Militant*, d'hommages ardents au FSLN et de compte-rendus couvrant toutes les proclamations du nouveau régime, a gardé le silence sur la répression par le FSLN pendant plus d'un mois. Finalement, les sycophantes du FSLN se sont hasardés à écrire un article intitulé "Le FSLN discute de la démocratie ouvrière" et posant la question "Comment répondre aux sectaires ultra-gauches". Il s'avère que la réponse est: Mettez-les sous les verrous! Nulle part, l'article du *Militant* du 16 novembre ne dénonce explicitement les arrestations. Au lieu de cela, le SWP réprimande doucement les dirigeants du FSLN en observant que "les arguments politiques fondamentalement corrects" des sandinistes "ont été affaiblis et obscurcis par les accusations traitant ces groupes de 'néo-somozistes' (...)" Le FSLN, nous dit-on, devrait vaincre "politiquement" les trotskystes et autres sectaires. "La répression", à ce qu'il paraît, "interfère avec cette clarification politique et rend plus difficile de gagner ces cadres à un cours véritablement révolutionnaire." Peut-être le SWP devrait-il aider les dirigeants du FSLN à éviter le côté déplaisant de l'emprisonnement des militants de gauche en recommandant, comme il l'a peut-être bien fait dans le cas de la Brigade Simon Bolivar, que les gêneurs soient simplement déportés (Cf. "Peter Camejo a-t-il donné la Brigade Simon Bolivar?", *Le Bolchévik* n° 14, décembre 1979).

Nous reproduisons ci-dessous des extraits d'une interview avec Carlos Petroni, un dirigeant de la Liga Marxista Revolucionaria aujourd'hui en exil après avoir été arrêté par le FSLN.

Interview de Carlos Petroni

PAR WORKERS VANGUARD

(journal de la SL/US, section américaine de la tendance spartaciste internationale)

WV: Nous avons appris ton exclusion et celle d'autres militants d'"extrême-gauche" au Nicaragua en octobre. Peux-tu nous en dire davantage sur les détails et les raisons de ton emprisonnement, sur l'attitude du gouvernement, et comment cette action fut combattue.

Petroni: Mon emprisonnement comme celui de nombreux autres camarades appartenant à la Liga Marxista Revolucionaria (LMR) et au Frente Obrero (FO -- Front ouvrier) au Nicaragua, était fondamentalement le résultat de la politique de l'actuel gouvernement pro-bourgeois de la junte de reconstruction nationale et du Front sandiniste de libération nationale (FSLN). C'est-à-dire, d'adopter une ligne dure contre la gauche révolutionnaire et une ligne conciliante par rapport à la bourgeoisie nationale, et même une ligne conciliante envers certains secteurs de l'impérialisme yankee. Mon arrestation, comme celle de beaucoup d'autres camarades, est due à cette politique, c'est-à-dire au besoin pour le FSLN de maintenir ses accords avec la bourgeoisie qui commençait à chanceler en raison de la mobilisation des masses qui avait lieu au Nicaragua. C'était la raison fondamentale. Je n'ai pas été arrêté sur une accusation spécifique -- simplement parce que j'étais un trotskyste. Et les camarades du Frente Obrero ont été arrêtés pour être des membres du FO.

WV: Quand les arrestations ont-elles eu lieu?

Petroni: Les arrestations de masse ont eu lieu début octobre. Je devrais faire remarquer que dès la victoire de la rébellion anti-Somoza, il y a toujours eu des arrestations de militants de gauche. Au moment où j'ai été ramassé, plus de 60 membres du FO et environ une demi-douzaine de militants de la LMR étaient déjà passés par les prisons sandinistes. Mais les arrestations de masse sont intervenues après que le Front sandiniste, à travers son journal *Barricada*, et le gouvernement de reconstruction nationale, à travers les paroles de Moises Hassan et Daniel Ortega, aient lancé une grande campagne accusant les secteurs les plus révolutionnaires, ceux qui voulaient poursuivre la mobilisation de masse au Nicaragua, d'être des contre-révolutionnaires. Cela commença avec l'expulsion, début août, de la Brigade Simon Bolivar, organisée par le Partido Socialista de los Trabajadores (PST) colombien. Cela continua avec l'arrestation des gens du Frente Obrero, et finit par la répression à l'échelle de masse contre les trotskystes et les membres du FO.

WV: En tout, combien de militants de gauche ont-ils été emprisonnés durant cette campagne, après l'expulsion de la Brigade Simon Bolivar?

Petroni: Eh bien, en comptant les militants du FO, les camarades de la Liga Marxista Revolucionaria et les combattants sandinistes dissidents critiques par rapport à la ligne pro-bourgeoise du Front à ce moment-là, j'estime environ 200.

WV: Où étais-tu détenu?

Petroni: J'étais enfermé à El Chipote, qui se trouve à Lac Piscapa, et où il y avait auparavant la maison du président et les locaux de la police secrète de Somoza. J'étais le seul trotskyste là-bas. D'autres militants du FO étaient détenus dans le quartier général de la police; certains membres de la LMR ont été arrêtés à Granada, et deux d'entre eux (Mario Miranda et Rodrigo Ibarra) sont toujours détenus à la prison de La Polvora à Granada. Ils étaient dispersés à travers presque toutes les prisons du Nicaragua.

WV: Tu as dit qu'il n'y avait pas d'accusation spécifique soulevée contre les prisonniers de gauche. Mais n'ont-ils élevé aucune accusation qui, du point de vue du gouvernement, justifiait les arrestations?

Petroni: En ce qui concerne la Liga Marxista Revolucionaria, avec laquelle je travaillais -- après qu'un groupe d'entre nous sorti des Sandinistes pour le socialisme ait fusionné avec elle, en même temps qu'un noyau communiste d'opposition issu du FSLN lui-même -- nous avons été accusés de diriger une fédération ouvrière qui comprenait 11 syndicats d'usines et 23 syndicats de travailleurs agricoles.

WV: Comment s'est passée ton arrestation?

Petroni: Une patrouille de l'armée dirigée par un certain Nestor Moncada, qui travaille pour la section sécurité dans l'état-major sandiniste, a pénétré dans ma maison par la force. Ils n'avaient pas de mandat et m'ont d'abord emmené dans la maison de Ricardo Morales Aviles, d'où opère l'état-major sandiniste; de là j'ai été emmené trois jours plus tard à la prison de El Chipote. Leur première intention était de me liquider, c'est-à-dire de m'assassiner. Mais heureusement les officiers moyens n'étaient pas d'accord. Après avoir été transféré à El Chipote, j'ai passé les quinze premiers jours dans une cellule de trois mètres sur deux avec dix autres prisonniers -- c'est-à-dire dans des conditions inhumaines et avec une nourriture épouvantable.

WV: Y a-t-il eu une mobilisation ouvrière exigeant ta libération ainsi que celle des autres prisonniers de gauche?

Petroni: Il y a eu une mobilisation non seulement au niveau national au Nicaragua, mais aussi à l'échelle internationale. De nombreux partis de la Quatrième Internationale [Secrétariat unifié] dirigés par la Fraction bolchévique [de Nahuel Moreno] ont fait une série de manifestations à l'étranger. Et à l'intérieur du pays également la LMR entreprit une campagne ainsi que le journal du FO, *El Pueblo*.

WV: Y a-t-il eu des manifestations au Nicaragua?

Petroni: L'une dont je suis au courant, exigeant la liberté pour les prisonniers révolutionnaires, était une manifestation des ouvriers des chantiers du gouvernement.

WV: Peux-tu expliquer la ligne politique de la LMR et du FO?

Petroni: La Liga est une organisation trotskyste. Elle a une idéologie trotskyste et est opposée à remettre la révolution aux mains de la bourgeoisie. Elle s'oppose également à la participation à l'actuel gouvernement de junte des éléments bourgeois qui en font partie. Nous disons qu'il est nécessaire d'approfondir la mobilisation de masse au Nicaragua, d'exproprier toute la terre arable et de la donner immédiatement aux paysans, et d'exproprier la bourgeoisie. Il est nécessaire d'empêcher la bourgeoisie de s'organiser, comme elle le fait rapidement au Nicaragua aujourd'hui, pour porter un coup contre-révolutionnaire.

WV: A quel type de gouvernement appelez-vous au Nicaragua?

Petroni: Eh bien, pour le moment nous appelons le FSLN lui-même à rompre ses accords avec la bourgeoisie et à former, en alliance avec la gauche et les syndicats, un gouvernement ouvrier et populaire. C'est-à-dire de commencer à former au Nicaragua une Assemblée populaire et des soviets.

WV: Et le Frente Obrero?

Petroni: Le FO est une organisation qui vient du maoïsme, avec lequel elle a rompu il y a environ deux ans. C'est une organisation qui opère dans le cadre du centrisme -- de sorte qu'un jour ses revendications sont progressistes, plutôt pro-ouvrières, et le lendemain elle capitule devant la direction du FSLN. Le Frente Obrero appelle aujourd'hui à la bourgeoisie hors du gouvernement provisoire, mais quelques jours avant que je sois arrêté, ils avaient une position plutôt centriste appelant à la convocation du Conseil d'Etat. Cette instance a évidemment une majorité bourgeoise. Plus tard, ils ont été pour ne pas appeler le Conseil d'Etat, mais au début ils l'ont soutenu.

WV: Comme tu le sais, avant que les Sandinistes pour le socialisme au Nicaragua (SSN) ne partent [des Etats-Unis], nous avons écrit un article critiquant la politique des SSN sur deux questions en particulier. Premièrement, pour se donner le nom de "sandinistes" -- autrement dit, se placer dans un cadre nationaliste. Et deuxièmement pour leur position sur la nature du gouvernement. C'est-à-dire que nous sommes contre l'appel à un gouvernement sandiniste, l'appel à une formation petite-bourgeoise à prendre le pouvoir. Notre mot d'ordre a toujours été le gouvernement ouvrier et paysan, c'est-à-dire un gouvernement basé sur les forces du mouvement ouvrier indépendantes. A présent, après avoir fait l'expérience du mouvement sandiniste au Nicaragua, de l'expulsion de la Brigade Simon Bolivar et de l'emprisonnement des militants de gauche par la suite, as-tu reconsidéré ton appel à un gouvernement sandiniste?

Petroni: Eh bien, les Sandinistes pour le socialisme au Nicaragua n'existent plus en tant qu'organisation; ils ont rejoint la Liga Marxista. C'était un groupe issu de la base du *sandinismo* -- plus spécifiquement des sympathisants de la Tendance prolétarienne -- qui évoluait lentement vers le trotskysme. C'était un processus qui a duré plusieurs mois, comme tu peux le voir en lisant différents numéros de *Rojo y Negro*. Nous n'avons jamais appelé à un gouvernement des sandinistes seuls mais, comme le dit Trotsky dans le Programme de Transition, nous avons appelé les secteurs petits-bourgeois qui ont dirigé la rébellion contre Somoza à rompre leurs liens avec la bourgeoisie et à prendre la résolution de former leur propre gouvernement. Et à tout moment, nous avons appelé à un parti ouvrier indépendant -- c'est-à-dire indépendant des sandinistes eux-mêmes. Nous n'avons donc pas capitulé.

WV: Est-ce que tu crois qu'un gouvernement sandiniste qui rompt avec la bourgeoisie serait un gouvernement ouvrier et paysan dans le sens du Programme de Transition?

Petroni: Nous ne considérons pas un gouvernement purement sandiniste comme un gouvernement ouvrier et paysan. Nous le considérerions comme une sorte de gouvernement provisoire révolutionnaire. Il serait progressiste en comparaison avec le gouvernement bourgeois actuel, mais rien de plus. Et nous pensons aussi que les sandinistes sont incapables d'en former un.

WV: Dans ce sens, l'appel à un gouvernement sandiniste, même en y incluant qu'il doit se baser sur "des organes de pouvoir populaire" ou quoi que ce soit, représente en réalité une conception étapistes de la révolution. Autrement dit, d'abord on a un gouvernement provisoire petit-bourgeois, et plus tard un gouvernement ouvrier et paysan...

Petroni: Nous ne considérons pas cela comme une conception étapistes, pas du tout. Autrement dit, appeler les sandinistes à rompre [avec la bourgeoisie] ne nous rend pas complices d'un gouvernement éventuel; au contraire. Ce que nous croyons, c'est que cela aurait été un pas très progressiste au moment de la victoire de l'insurrection contre Somoza -- cela aurait pu être le début d'une grande mobilisation de masse pour un gouvernement ouvrier et paysan. Le fait, c'est que la situation est dynamique au Nicaragua. A ce moment, notre revendication centrale est pour un gouvernement ouvrier et paysan parce qu'un secteur important des masses a déjà fait l'expérience des sandinistes, et a découvert dans la pratique qu'ils refusent d'aller de l'avant avec la révolution, qu'ils refusent de rompre avec la bourgeoisie. L'emprisonnement de deux ou trois cent camarades de la gauche révolutionnaire a également démontré, devant les yeux des masses nicaraguayennes, que les sandinistes sont conciliants envers la bourgeoisie et s'attaquent durement aux secteurs qui sont en faveur d'approfondir la révolution. Et c'est une expérience par laquelle le mouvement de masse au Nicaragua devait nécessairement passer. L'expérience des sandinistes au pouvoir. Nous ne croyons pas que les sandinistes rompent un jour avec la bourgeoisie, du moins dans leur ensemble.

WV: L'arrestation de tant de camarades et l'expulsion de la Brigade Simon Bolivar semblent un prix bien élevé pour une telle éducation.

De ce que nous avons pu voir de l'activité de la LMR et de la Brigade Simon Bolivar, ils semblaient s'affronter au gouvernement sur diverses questions. Mais notre critique principale serait qu'au niveau général son programme, sa perspective, était de faire pression sur le mouvement sandiniste plutôt que d'appeler à une rupture avec le mouvement sandiniste.

Une dernière question. Comme tu le sais, nous avons sévèrement critiqué, dénoncé, la politique du Socialist Workers Party (SWP) américain et du Secrétariat unifié, qui ont soutenu l'expulsion de la Brigade Simon Bolivar par le "gouvernement" bourgeois du Nicaragua...

Petroni: Ecoutez, la ligne du SWP au Nicaragua était assez désastreuse, jouant même, dans un certain sens, un rôle de flics: la dénonciation publique des militants de gauche par le SWP, et en particulier des trotskystes au Nicaragua. Lorsque le FSLN lança la campagne contre les trotskystes, il n'a jamais été capable de mener une campagne politique contre nous. Ils nous traitaient de "sectaires", nous comparaient aux somozistes. Mais le SWP a agi comme couverture idéologique pour le Front sandiniste, fournissant au FSLN des articles et des Interviews, leur conseillant comment mener la campagne. Et dans les derniers numéros de *Perspectiva Mundial*, ils lancent une campagne pour le compte des sandinistes, précisément contre les secteurs révolutionnaires au Nicaragua. Du point de vue politique, c'est totalement criminel.

Et du point de vue de la sécurité, j'ai une accusation personnelle contre le SWP. Ceux d'entre nous qui sont politiquement actifs en Amérique latine savent -- et ce n'est pas la première fois que j'ai été arrêté -- que l'obligation élémentaire de tout militant, c'est de dire avec quelle organisation il est, point. Pas vrai? C'est-à-dire de ne pas révéler la moindre information qui pourrait aider à guider la répression. Cependant, le SWP, agissant comme flic dans le dernier numéro de *Perspectiva Mundial*, a indiqué non seulement le groupe mais aussi la tendance dont je suis membre. Pendant les neuf premiers jours où j'ai été maltraité et battu [par les geôliers sandinistes] je ne leur ai pas donné cette information -- mais le SWP la publie dans son journal. C'est une action de flics, d'indicateurs.

Traduit de l'anglais par Le Bolchévik